



## **COMMUNE DE PEIPIN**

### **Règlement de Consultation**

#### **Marché public de prestations intellectuelles**

Marché passé selon la procédure adaptée - articles 27 et 77 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

### **OBJET DE L'ÉTUDE:**

**Révision générale du Plan Local d'Urbanisme**

Date et heure limites de remise des offres: **vendredi 21 septembre 2018 à 12h00**

#### **Maîtrise d'ouvrage**

Commune de Peipin  
M. le Maire  
04 200 PEIPIN  
Tél. 04 92 62 44 17  
[mairie@peipin.fr](mailto:mairie@peipin.fr)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>ARTICLE 1. OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
1.1 - Objet de la consultation.....	3
1.2 - Étendue de la consultation.....	3
1.3 – Pouvoir adjudicateur.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Conditions de participation des concurrents.....	3
1.6 - Nomenclature communautaire.....	4
<b>ARTICLE 2. DÉLAIS.....</b>	<b>4</b>
2.1 - Date limite de remise des offres.....	4
2.2 - Les délais d'exécution.....	4
2.3 - Variantes et Prestations alternatives.....	4
2.4 - Délai de validité des offres.....	4
2.5 - Mode de règlement du marché et modalités de financement.....	4
2.6 – Conditions particulières d'exécution.....	4
<b>ARTICLE 3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>5</b>
4.1 - Documents à produire.....	5
4.1.1. Pièces concernant la candidature :.....	5
4.1.2. Pièces concernant l'offre :.....	6
<b>ARTICLE 5 : ANALYSE DES CANDIDATURES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6. JUGEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7. NÉGOCIATION.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 8. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b>8</b>
8.1 - Offre remise sur support "papier".....	9
8.2 - Offre remise par échange électronique.....	9
<b>ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>10</b>
9.1 - Demande de renseignements.....	10
9.2 - Documents complémentaires.....	10
<b>ARTICLE 10 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS.....</b>	<b>10</b>

## ARTICLE 1. OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **Révision générale du Plan Local d'Urbanisme**

**Lieu d'exécution** : Commune de Peipin

### 1.2 - Étendue de la consultation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée - articles 27 et 77 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### 1.3 – Pouvoir adjudicateur

Commune de Peipin  
M. le Maire  
04 200 PEIPIN  
Tél. 04 92 62 44 17  
[mairie@peipin.fr](mailto:mairie@peipin.fr)

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négociation avec les entreprises.

### 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de découpage en lots.

La mission comporte une tranche ferme et 3 tranches conditionnelles, désignée ci-dessous :

<i>Tranches</i>	<i>Désignation</i>
Tranche Ferme	Révision générale du PLU de la commune de Peipin
TC1	Passage devant la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Agricoles Naturels et Forestiers (CDPENAF)
TC2	OAP supplémentaire
TC3	Étude entrée de ville (loi Barnier)

### 1.5 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats se présentent sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire regroupant les compétences suivantes :

- **Urbanisme réglementaire et opérationnel,**
- **Géomatique (SIG),**
- **Paysage,**
- **Environnement,**
- **Concertation.**

Dans le cadre des marchés à tranches, les prix seront établis sans rabais ni dédit.

#### 1.6 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	
71410000-5	Services d'urbanisme.

## **ARTICLE 2. DÉLAIS**

#### 2.1 - Date limite de remise des offres

La date limite de réception des offres est fixée au **vendredi 21 septembre 2018 à 12h00**.

#### 2.2 - Les délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont laissés à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement.

#### 2.3 - Variantes et Prestations alternatives

Aucune variante n'est autorisée et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

#### 2.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

#### 2.5 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

#### 2.6 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 38 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

## **ARTICLE 3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (R.C.)
- L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe financière (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible sur la plateforme de dématérialisation « **Marchés Online** » à l'adresse électronique suivante : <https://www.marchesonline.com/> et sur le site de la commune : [www.peipin.fr](http://www.peipin.fr)

**Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.**

## ARTICLE 4. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.  
Elles seront exprimées en EURO.

### 4.1 - Documents à produire

#### 4.1.1. Pièces concernant la candidature :

*Les candidats sont invités à utiliser les formulaires **DC1** (lettre de candidature dans sa version du 26/10/2016) et **DC2** (déclaration du candidat dans sa version du 24/03/2017) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr> accès thématique « Marchés Publics ».*

Chaque candidat aura à produire les pièces suivantes pour chacun des membres tels que prévus à l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :

- Les renseignements concernant la **situation juridique** de l'entreprise :
  - Lettre de candidature et/ou habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1) ;
  - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
  - Pouvoir de la personne habilitée à engager la candidature ou les membres du groupement candidat.
- Les renseignements concernant la **capacité économique** et financière de l'entreprise :
  - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (ou DC2).
  - Preuve d'une assurance pour les risques professionnels en cours de validité indiquant l'étendue des garanties apportées par sinistre.
- Les renseignements concernant la capacité technique de l'entreprise :
  - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
  - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du contrat.
  - Déclaration indiquant les matériels et équipements (logiciels, bureautiques, ...) dont le candidat dispose.

Les entreprises de création récente communiqueront les éléments globaux de capacités financières, techniques et professionnelles, depuis leur création.

La justification aux capacités professionnelles, techniques et financières peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent ou tout document propre au candidat considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

En vertu de l'article 48 II du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités d'un ou de plusieurs sous-traitants ou opérateurs économiques. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants ou opérateurs économiques et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché (lettre d'engagement du sous-traitant ou de l'opérateur économique envers le candidat pour la part du marché sur laquelle s'engage à mettre des capacités données à disposition, avec les justifications adéquates pour démontrer ses capacités).

#### 4.1.2. Pièces concernant l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe financière (DPGF) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) à accepter sans aucune modification daté et signé
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) à accepter sans aucune modification daté et signé
- Un mémoire justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la présente mission : noté sur 10. Ce document comprendra 3 principaux éléments ayant valeur de sous-critères d'évaluation des offres déclinés à l'article 6.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **ARTICLE 5 : ANALYSE DES CANDIDATURES**

Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (modifié par décret n°2017-516 du 10 avril 2017 - art. 8) prévoit :

« I. - L'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous. »

Cette possibilité n'étant en aucun cas une obligation, la Collectivité attire l'attention des candidats sur la nécessité de présenter des dossiers complets et de remettre une candidature complète.

Dans le cas où cette disposition serait mise en œuvre, les candidats devront produire les documents concernés dans un délai qui ne pourra excéder 10 jours décomptés dès le jour de la demande.

Les candidats qui n'auront pas complété leur dossier dans ce délai ne seront pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

### **ARTICLE 6. JUGEMENT DES OFFRES**

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du décret du 25 mars 2016 n°2016-360 relatif aux marchés publics.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
1-Valeur technique basé sur le mémoire justificatif	60
2-Prix des prestations	40

En application des critères ci-dessous énoncés, classés en fonction de la **pondération** respective qui leur a été attribuée, le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse.

Chaque offre est notée sur la base de deux critères pondérés :

- Le critère de la valeur technique, noté sur 10 points (avec une pondération de 60%)
- Le critère prix noté sur 10 points (avec une pondération de 40 %).

La valeur technique et le prix seront appréciés sur la base de la décomposition suivante :

<b>Rang</b>	<b>Critères pondérés</b>
1	<p><u>Valeur technique notée sur 10</u></p> <p><b>La composition, la qualification, les références, les compétences et l'expérience de l'équipe.</b> Pour ce faire, le candidat fournira un document compilant des extraits d'études similaires associés à ses références exécutées au cours des 5 dernières années avec des illustrations représentatives ; le curriculum vitae des intervenants, ainsi que la répartition de l'équipe d'études affectée à la présente mission en mentionnant l'implication de chaque intervenant : le Chef de projet, le Chargé d'études, l'Assistant d'études et le Géomaticien, ...: <b>noté sur 5</b></p> <p><b>Une note méthodologique</b> mettant en évidence la compréhension de la mission décrite au CCTP, les dispositions que chaque intervenant se propose d'adopter pour l'exécution de la mission le concernant, le mode opératoire interne à l'équipe pluridisciplinaire repris sur un schéma organisationnel : <b>noté sur 3</b></p> <p><b>Un planning détaillé</b> qui comportera les délais détaillés de chaque phase de la procédure de révision du PLU, et qui indiquera notamment les délais d'études, les réunions de concertation et les temps de validation administratifs : <b>noté sur 2</b></p>
2	<u>Prix noté sur 10</u>

• **Pondération**

- **Valeur technique : 60 %**  
Note de 0 à 10 attribuée en fonction de la qualité du mémoire technique selon les critères ci-dessus  
Nt = somme des notes des sous-critères du mémoire technique énoncés ci-dessus = note attribuée
- **Prix : 40 %**  
Note de 1 à 10 : meilleure offre : 10  
Np = (note maximale x prix minimum) / prix de l'offre
- **Note Totale**  
NT = (0,60 x Nt) + (0,40 x Np) = note totale attribuée

Il est rappelé conformément aux dispositions du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics que les offres déclarées inappropriées, irrégulières, inacceptables et déclarées anormalement basses sont éliminées.

Les autres offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est retenue.

Concernant l'analyse du prix de l'offre, dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, le montant pris en compte pour le jugement de la consultation sera celui de l'acte d'engagement.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global et forfaitaire ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre et/ou de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix qu'elle estimera nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur peut en accord avec le candidat retenu procéder à une mise au point des composantes du marché, sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre.

## **ARTICLE 7. NÉGOCIATION**

Le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les candidats ayant remis les trois meilleures offres, dans le cadre d'une audition. Les modalités de cette négociation seront transmises en temps voulu aux candidats concernés.

## **ARTICLE 8. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, elles seront réputées n'avoir jamais été reçues.



### 8.1 - Offre remise sur support "papier"

L'offre transmise sous pli cacheté portant l'adresse et mentions suivantes :

<p>Commune de Peipin M. le Maire Le village 04 200 PEIPIN</p> <p><u>Offre pour: Révision générale du Plan Local d'Urbanisme</u></p> <p><b>«NE PAS OUVRIR»</b></p>
---

Elle devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

### 8.2 - Offre remise par échange électronique

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie papier mais accepte les plis adressés sur un support physique électronique : CD-ROM ou clé USB uniquement.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre).

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

## **ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

### **9.1 - Demande de renseignements**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la rédaction de leur offre, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

Renseignement(s) administratif(s) et technique(s) :

Commune de Peipin

M. le Maire

04 200 PEIPIN

Tél. 04 92 62 44 17

[mairie@peipin.fr](mailto:mairie@peipin.fr)

### **9.2 - Documents complémentaires**

Sans objet

## **ARTICLE 10 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif  
22, Rue Breteuil  
13281 Marseille Cedex 06  
Tél. : 04 91 13 48 13  
Fax : 04 91 81 13 87

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal Administratif  
22, Rue Breteuil  
13281 Marseille Cedex 06  
Tél. : 04 91 13 48 13  
Fax : 04 91 81 13 87